

PRODUCTION ÉLECTRIQUE

On ne sort pas du nucléaire comme on sort de sa douche

Tous les cinq ans, l'atome s'invite dans la campagne présidentielle. Des candidats à l'élection de 2022 ne manqueront pas d'avancer une sortie rapide du nucléaire, au nom de la « transition énergétique ». Intention louable mais sa concrétisation est plus longue qu'il n'y paraît.

Pour démêler le vrai du faux en matière de nucléaire, reportons-nous à la campagne présidentielle de 2012, au terme de laquelle François Hollande succédait à Nicolas Sarkozy. Le candidat du Parti socialiste promettait aux Français de ramener à 50 % la part de l'électricité d'origine nucléaire dans notre mix énergétique dès 2025, contre plus de 75 % en 2012. Il s'engageait parallèlement à développer l'éolien et le photovoltaïque comme énergies renouvelables. Cette promesse n'était que tactique. Hollande et la direction du Parti socialiste donnaient ce gage aux anti-nucléaires d'Europe Écologie-les Verts à une condition : qu'ils investissent Eva Joly plutôt que Nicolas Hulot pour les représenter lors de cette élection. Car Hulot pouvait faire un bon score, ce qui risquait de placer le candidat Hollande à la troisième place au soir du premier tour, derrière Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen.

promesses et réalité

Lionel Jospin avait été éliminé de cette manière en 2002, devancé au premier tour par Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Pour Hollande,

ce risque fut écarté grâce à l'investiture d'Eva Joly, qui ne recueillit que 2,31 % des suffrages. En contrepartie, le PS s'abstint de présenter des candidats dans une trentaine de circonscriptions dans lesquelles il appela à voter pour les candidats verts, leur permettant d'avoir un groupe de députés à l'Assemblée nationale et des ministres au gouvernement, dont Cécile Duflot au logement.

Cinq ans plus tard, Nicolas Hulot devint ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement dirigé par Édouard Philippe, à la suite de l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée. À ce poste, Hulot fut amené à constater que la promesse de François Hollande n'était pas tenable. Il expliqua qu'il faudrait attendre 2035 pour ramener à 50 % la part du nucléaire dans notre production d'électricité.

En 2020, le taux du nucléaire dans notre mix électrique était de 67 %, contre 70 % en 2019. Mais la France a réduit sa consommation d'électricité l'an dernier en raison du recul de l'activité économique pour cause de Covid-19. Dans le même temps, l'apport total des énergies renouvelables

est monté à 25 % dont plus de la moitié (13 %) provenait des barrages qui existent depuis longtemps en France. L'éolien a fourni 7,9 % de l'électricité en 2020 et le solaire seulement 2,5 %. Comme elles dépendent du vent et du soleil, ces deux énergies ne sont pas pilotables. Quand celles-ci ne produisent pas, les centrales nucléaires augmentent leur production afin d'éviter toute rupture dans l'alimentation du pays.

dépendance à la météo

L'Allemagne est en train de sortir du nucléaire et le bilan carbone de sa production électrique ne cesse d'augmenter, de même que le prix de l'électricité pour les ménages. Car il faut alimenter les centrales à charbon quand le pays manque de vent et de soleil. Voilà pourquoi on ne sort pas du nucléaire comme on sort de sa douche. En France, par temps de grand froid, on risquerait même de manquer d'électricité et d'eau chaude pour la douche.

glepuill@humanite.fr ■

par Gérard Le Puill,